Demande de carte professionnelle

 (Titres I du livre VI du code de la sécurité intérieure)

En application des articles L.612-20 et L. 622-19 du code de la sécurité intérieure (CSI), nul ne peut être employé ou affecté à une mission de sécurité privée sans être titulaire d’une carte professionnelle.

Le présent formulaire vous permet de présenter au CNAPS une demande de carte professionnelle. Pour que votre demande soit prise en compte, le formulaire doit être daté et signé. Tout dossier incomplet ou complété de manière illisible rallonge les délais d’instruction.

Vous êtes informé que dans le cadre de l’examen de votre demande, le CNAPS procèdera à une enquête administrative et s’assurera que vous remplissez les conditions d’aptitude professionnelles pour exercer une activité privée de sécurité.

La carte professionnelle a une durée de validité de 5 ans. La demande de renouvellement doit intervenir au moins trois mois avant sa date d’expiration.

Votre demande, est à adresser par courrier, accompagnée des pièces justificatives, à :

Service……………………………………………………………………..

Préfecture (administration supérieure) des Iles Wallis et Futuna

B.P.16 - Mata'Utu - 98600 WALLIS ET FUTUNA

**► Je précise mon identité et mon adresse**

*(Veuillez cocher la mention qui vous concerne et compléter les rubriques)*

[ ]  Madame [ ]  Monsieur

Nom : …………………………………………………………………………………………….......

Nom d’usage : …………………………………………………………………………………………

Prénoms : ………………………………………………………………………………………………

Né(e) le**:** …..………………… à**:**………………………………… Pays:…………………………..

Adresse**:** ........................................................................................................................................

……………………………………………………………………………………………………………

Code postal**:** ……………………Commune **:** ……………………………………………………….

Téléphone :……………………………………………………………………………………………

Courriel[[1]](#footnote-2) :.........................................................**@** ....................................................................

***Pour faciliter la distribution du courrier, si vous êtes hébergé(e) chez un tiers, merci de compléter la mention suivante :***

**Chez M. / Mme** ……………………………………………………………………………………….

**►J’indique la ou les activité(s) de sécurité privée que je souhaite exercer**

*(Veuillez cocher la ou les activité(s) pour laquelle (ou lesquelles) vous sollicitez une carte professionnelle)*

[ ]  Surveillance humaine ou surveillance par des systèmes électroniques de sécurité ou de gardiennage

 [ ]  Agent cynophile

 [ ]  Opérateur de vidéoprotection

 [ ]  Sûreté aéroportuaire

 [ ]  Transport de fonds (convoyeur de fonds, opérateur de traitement de valeurs) ?

 [ ]  Maintenance et gestion de distributeurs automatiques de billets (DAB)

 [ ]  Protection physique de personnes

**►J’indique le numéro de chacun des chiens utilisés**

*(A compléter uniquement en cas d’exercice de l’activité cynophile)*

Chien n° 1 :

 Numéro d’identification : ………………………………………………………………………

Chien n° 2 :

 Numéro d’identification : ………………………………………………………………………

Chien n° 3 :

 Numéro d’identification : ………………………………………………………………………

Chien n° 4 :

 Numéro d’identification : ………………………………………………………………………

**► J’identifie les pièces justificatives à joindre à ma demande**

*(Veuillez cocher la case correspondant à votre situation)*

**Le justificatif de mon identité :**

 [ ]  Une copie recto verso de votre carte nationale d’identité ou passeport en cours de validité si vous êtes Français ou ressortissant d’un autre État membre de l’Union européenne ou d’un utre État partie à l’accord sur l’Espace économique européen.

OU

 [ ]  Si vous êtes ressortissant d’un État tiers à l’Union européenne ou à l’Espace économique européen, veuillez fournir :

 - Une copie recto verso de votre titre de séjour en cours de validité autorisant l’exercice d’une activité salariée.

 - Si vous êtes étudiant, vous devez produire une copie recto verso de votre titre de séjour en cours de validité portant la mention « étudiant-élève ».

 - Si vous êtes étudiant de nationalité algérienne, vous devez produire une copie recto verso de votre titre de séjour en cours de validité portant la mention « étudiant-élève » et une copie de votre autorisation provisoire de travail.

**Autre justificatif à fournir si vous êtes ressortissant étranger :**

 [ ]  Le document équivalent à une copie du bulletin numéro 3 du casier judiciaire, délivré depuis moins de trois mois par une autorité judiciaire ou administrative compétente de votre pays d'origine ou de provenance et accompagné, le cas échéant, de sa traduction certifiée en langue française.

**Le justificatif de mon aptitude professionnelle :**

*(Veuillez fournir un des justificatifs mentionnés à l’annexe 1 du présent formulaire)*

**Si j’exercer l’activité d’« agent cynophile », je dois également fournir :**

 [ ]  Un justificatif d’aptitude professionnelle spécifique en application des articles R. 612-27 et R 612- 28 du code de la sécurité intérieure.

ET

 [ ]  Le certificat d'identification du ou des chiens.

ET

 [ ]  L'attestation de formation que vous avez suivie avec chaque chien.

**►Je choisis la procédure de transmission de ma demande**

*(Veuillez cocher le mode de transmission choisi)*

[ ]  Je choisis d’adresse directement au CNAPS le formulaire de demande de carte professionnelle sans passer par mon employeur.

[ ]  J’autorise mon employeur à adresser au CNAPS le formulaire de demande de carte professionnelle, dans le cadre de la procédure de transmission groupée.

**Accord pour une transmission groupée du dossier**

(À compléter par le demandeur)

Je soussigné(e), M/Mme……………………………………………………………………......autorise mon employeur, la société…………………………………………………………………………………………..............................................………………………………………………………………………………….,

à transmettre à la délégation territoriale du CNAPS compétente pour mon lieu de résidence, ma demande de carte professionnelle.

Je reconnais avoir été informé(e) que toutes demandes complémentaires relatives à l’instruction de mon dossier, ainsi que la décision d’acceptation ou de rejet de ma demande, me seront adressées directement à mon domicile.

*Signature du demandeur*

**Avis de transmission du dossier au CNAPS**

(Cadre réservé à l’employeur)

Je soussigné(e), Mme / M. …………………………………………………………………………

Fonctions……………………………………………………………………………………………

Après en avoir pris connaissance, accepte de transmettre à la délégation territoriale du CNAPS compétent pour le lieu de résidence du demandeur Mme/M.…………………………….………………………………………………………………… le présent formulaire de demande de carte professionnelle, accompagné des pièces justificatives.

Une copie de la page 4 de ce formulaire est remise au demandeur pour servir d’avis de transmission de son dossier au CNAPS.

*Cachet de l’entreprise*

*Signature de l’employeur*

**► Je signe ma demande**

*Je soussigné(e)* Mme/M……………………………………………………………………………….

*certifie sur l’honneur que les renseignements portés sur cette déclaration sont complets, exacts et sincères.*

*Je confirme avoir été informé(e) que quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de peines d’amendes ou d’emprisonnement (articles 313-1, 441-1 et 441-6 du Code pénal).*

*L’information de l’employeur est une obligation en vertu de l’article R.631-26 du code de la sécurité intérieure. Aussi, je m’engage à le tenir informé des suites réservées à ma demande.*

Fait à : …………………………………………………… Le………………………………………..

*(Signature obligatoire du demandeur)*

*Les informations recueillies font l’objet d’un traitement informatique destiné à gérer et à répondre à votre demande de titre et à permettre la consultation de ce titre sur les Téléservices du CNAPS dans les conditions prévues par la délibération n° 2014-11-20-003-D du Collège du CNAPS.*

*Le responsable de traitement est le CNAPS. Les destinataires des données sont les services instructeurs et le service des affaires juridiques du CNAPS en cas de recours administratif préalable. Dans le cadre des Téléservices du CNAPS, les destinataires sont les personnes listées à l’article 3 de la délibération précitée.*

*Conformément aux articles 39 et 40 de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d’un droit d’accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant au service des affaires juridiques du CNAPS - 2/4/6 boulevard Poissonnière - 75009 PARIS.*

*Dans le cadre de l’enquête administrative prévue aux articles L. 612-20 et L. 622-19 du code de la sécurité intérieure, votre demande donnera lieu à consultation des traitements de données à caractère personnel gérés par les services de police et de gendarmerie nationales.*



**ANNEXE 1**

**Comment justifier de son aptitude professionnelle ?**

**Vous pouvez justifier de votre aptitude par l’expérience professionnelle acquise ou par la détention de l’un des justificatifs suivants exigés en Métropole, en Polynésie française ou en Nouvelle Calédonie.**

**1/ Justificatifs exigé en Métropole**

[ ]  Titre ou certification professionnelle, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), se rapportant à l’activité exercée.

[ ]  Certificat de qualification professionnelle (CQP) élaboré par la branche de l’activité concernée.

[ ]  Une attestation du service gestionnaire récapitulant vos états de service et précisant votre position administrative à la date de la demande ou un arrêté de nomination aux fonctions concernées au titre de l’article R. 612-41 du code de la sécurité intérieure pour les personnes suivantes :

- Les fonctionnaires de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale ayant la qualité d’officier de police judiciaire, d’agent de police judicaire ou d’agent de police judicaire adjoint.

- Les adjoints de sécurité (ADS) et les gendarmes adjoints volontaires (GAV) qui ont la qualité d’agent de police judiciaire adjoint.

- Les agents de police municipale justifiant de la qualité d’agent de police judiciaire adjoint.

- Les officiers et sous-officiers n’appartenant pas à la gendarmerie nationale et les fonctionnaires civils de catégorie A et B ayant été affectés dans l’un des services ou l’une des formations mentionnés par les arrêtés n° DEFD0761319A et DEFD0761323A du 19 juillet 2007 du ministre de la Défense et ayant servi dans les conditions précisées dans ces arrêtés.

[ ]  Titre de formation ou attestation de compétences délivré par un Etat membre de l’Union européenne ou de l’Espace économique européen se rapportant à l’activité concernée, et permettant d’exercer cette activité sur le territoire d’origine ainsi que le détail et la durée des modules de la formation suivie. Ces documents doivent le cas échéant être accompagnés de leur traduction certifiée en langue française.

[ ]  Toute pièce établissant l’exercice de l’activité concernée dans un ou plusieurs Etat(s) membre(s) de l’Union européenne ou de l’Espace économique européen pendant une année au moins, à temps plein ou à temps partiel, au cours des dix dernières années.

**2/ Justificatifs exigés en Polynésie française :**

[ ]  Une certification professionnelle se rapportant à l'activité exercée, définie par le gouvernement de la Polynésie française, avec l'avis du haut-commissaire de la République en Polynésie française et enregistrée le cas échéant au registre de la certification professionnelle de la Polynésie française.

[ ]  Un certificat de qualification professionnelle élaboré et délivré par la branche professionnelle de l'activité concernée, agréée par le haut-commissaire de la République en Polynésie française

**3/ Justificatifs exigés en Nouvelle Calédonie**

[ ]  Une certification professionnelle se rapportant à l'activité exercée, définie par la Nouvelle-Calédonie, avec l'avis du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et délivrée par cette collectivité.

[ ]  Un certificat de qualification professionnelle élaboré et délivré par la branche professionnelle de l'activité concernée, agréée par le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et inscrit au répertoire de la certification professionnelle de la Nouvelle-Calédonie.

**4/ La justification de l’aptitude par l’expérience professionnelle**

[ ]  La Preuve de l’exercice continu d’une activité de sécurité privée entre le 1er septembre 2012 et le 1er septembre 2013 inclus *(attestation(s) de (ou des) employeur(s) et bulletins de salaires correspondants)*

[ ]  La Preuve de l’exercice d’une activité de sécurité privée pendant 1 607 heures durant une période de trente-six mois comprise entre le 1er janvier 2010 et le 1er septembre 2013 inclus. *(Attestation en annexe 2 à remplir par vos anciens employeurs et bulletins de salaire correspondants. Si vous avez effectué vos 1 607 heures dans plusieurs sociétés, il vous appartient d’en justifier).*



**ANNEXE 2**

**Attestation d’aptitude professionnelle fournie par l’employeur**

**Cette attestation, délivrée par l’employeur, permet au salarié de se prévaloir, accompagnée de pièces justificatives, d’une aptitude acquise par l’expérience professionnelle.**

**L’attestation ne peut être délivrée par l’employeur que s’il a vérifié que le salarié était titulaire d’un contrat conclu conformément à la législation[[2]](#footnote-3)**.

 **Je soussigné(e), Mme/M.** ………………………………………………………………………………

**Né(e) le**………………………… **à** …………………………**pays** ……………………………………..

**dirigeant(e) de l’entreprise de sécurité privée** ………………………………………………………..

……………………………………………………………………………………………………………

**Immatriculé au registre du commerce sous le numéro** ………………………………………………

**et situé à** …………………………………………………………………………..…………………….

…………………………………………………………………………...……………………..…….....

**atteste que Mme / M.** ……………………………………………………………………..a exercé une ou plusieurs activité(s) de sécurité privée dans les conditions suivantes[[3]](#footnote-4) :

[ ]   **Soit de manière continue entre le 1er septembre 2012 et le 1er septembre 2013 inclus :**

*(Pour l’activité de surveillance et gardiennage préciser si celle-ci a été exercée avec un chien)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Dénomination de l’entreprise | Période d’exercice | Activité exercée |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |

[ ]  **Soit pendant 1607 heures, dans une période de trente-six mois (36), comprise entre le 1er janvier 2010 et le 1er septembre 2013 inclus :**

*(Pour l’activité de surveillance et gardiennage préciser si celle-ci a été exercée avec un chien)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Dénomination de l’entreprise | Période d’exercice | Activité exercée |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |
|  | du……….……au……..…… |  |

Je certifie sur l’honneur que les renseignements portés sur cette attestation sont complets, exacts et sincères.

Je confirme avoir été informé(e) que quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de peines d’amendes ou d’emprisonnement (articles 313-1, 441-1 et 441-6 du Code pénal).

Fait à : ………………………………….………. Le.……..………………………..

CACHET DE L’ENTREPRISE

*Signature de l’employeur*

1. Les correspondances du CNAPS seront adressées prioritairement à cette adresse électronique. [↑](#footnote-ref-2)
2. Si le salarié a exercé des activités de sécurité privée pour le compte de plusieurs employeurs, il sera remis tout document (fiche de paie, relevés de cotisation sociale, certificat de travail concernant les précédents emplois occupés, etc.) permettant à l’employeur actuel de remplir l’attestation. [↑](#footnote-ref-3)
3. Cochez la mention utile. [↑](#footnote-ref-4)